

Quatre ans après le génocide de 1994 (8)

Rwanda : cacophonie française

L'ancien ministre de la Coopération, Bernard Debré, affirme que la France a continué de livrer des armes après le début des massacres. Edouard Balladur dit le contraire.

Washington fait son examen de conscience

Après Paris et Bruxelles, le malaise gagne la classe politique américaine.

WASHINGTON : Jean-Jacques MEVEL

maintien de la paix en Afrique ; la Somalie, d'où les troupes américaines s'étaient retirées en 1993, après la mort de dix-huit hommes.

« Au Rwanda nous avions peur de subir des pertes comme en Somalie », dit aujourd'hui Morton Halperin, à l'époque l'un des responsables du Conseil national de sécurité à la Maison-Blanche. Mais il y avait aussi une question d'argent : après la débâcle de Mogadiscio, le Congrès n'aurait probablement pas voté les crédits nécessaires à une nouvelle aventure en Afrique.

Le résultat, ce sera d'abord l'équivalent d'une entreprise de désinformation. Malgré l'accumulation des preuves et des témoignages, la Maison-Blanche refusera d'appeler les massacres par leur nom : génocide. Au Conseil de sécurité de l'ONU, les Etats-Unis s'opposent ensuite à l'envoi de tout corps expéditionnaire crédible au Rwanda. Le 21 avril, alors que les victimes se comptent déjà en dizaines, sinon en centaines de milliers, le « directoire » de l'ONU se met d'accord sur la création d'une force internationale de... 270 hommes.

CNN n'y était pas

Au sein de l'administration le Pentagone était le plus résolument hostile à tout engagement américain. Madeleine Albright, qui recevait des rapports inquiétants au siège de l'ONU, semble avoir au contraire tenté de convaincre la présidence. Mais, à la Maison-Blanche, le Rwanda n'intéressait personne et les caméras de CNN n'étaient pas. « Nous n'avions aucune idée de ce qui se passait », dit Morton Halperin. Et quand nous l'avons compris, il était beaucoup trop tard : la tuerie échappait déjà à tout contrôle. Alison DesForges, responsable de Human Rights Watch, une association qui fut l'une des premières à sonner l'alarme, croit au contraire qu'une opération militaire internationale aurait pu sauver des vies : « A mi-avril, il était sûrement trop tard pour protéger les Tutsis Kigali, dit-elle. Mais il était encore possible de sauver le centre et le sud du pays, grâce à la coopération internationale ». Pour cette historienne, c'est s'apprêter à publier une somme sur les massacres (*), les Etats-Unis portent une responsabilité sûrement moins lourde que la France, dont plusieurs responsables soutenaient ouvertement le gouvernement de Kigali. Mais Washington n'échappe pas au reproche d'avoir froidement fermé les yeux sur la réalité du génocide.



« Qui était au courant ? A quel moment ? » Quatre ans après le génocide, la classe politique américaine commence elle aussi à se poser la question. Avec le même sentiment de malaise qu'à Bruxelles et à Paris, les deux autres capitales où l'on savait que les couteaux s'aiguisaient au Rwanda, bien avant le début des massacres du printemps 1994.

« La communauté internationale doit porter sa part de responsabilité dans cette tragédie, nous n'avons pas agi assez vite après les premières tueries. » A Kigali, au milieu de sa tournée africaine, Bill Clinton a fait son mea culpa. Reste à savoir pourquoi les Etats-Unis ont fait si peu et surtout si tard. C'est la question qui sera posée le 5 mai prochain à une douzaine de témoins à la Chambre des Représentants.

« Les Belges ont montré l'exemple avec leur commission d'enquête parlementaire. Les élus français cherchent également à savoir. C'est maintenant au tour des Américains. » Cynthia McKinney est représentante démocrate de Géorgie. Elle est surtout l'inspiratrice de l'audition du 5 mai. Elle n'a aucun doute sur la « responsabilité américaine » dans le troisième génocide du siècle. Mais tenter d'y voir plus clair quatre ans plus tard est, dit-elle, presque aussi pénible que « d'arracher des dents de sagesse à un patient récalcitrant ».

Comme à Paris, l'examen de conscience commencera par la petite porte : l'audition d'une douzaine de témoins, pas une véritable commission d'enquête. Républicains comme démocrates, les témoins de la chambre répugnent à un exercice qui pourrait ternir la bonne image récente des Etats-Unis en Afrique centrale. Aucun des témoins cités n'occupait un poste clé au printemps 1994. Ce format subalterne dispense aussi le secrétaire d'Etat Madeleine Albright, à l'époque ambassadeur à l'ONU, d'avoir à expliquer le pourquoi et le comment de la passivité américaine.

L'essentiel est connu : lorsque le massacre débuta à grande échelle, les Etats-Unis prirent la décision délibérée de ne pas intervenir. L'administration Clinton était déjà empêtrée dans un débat, beaucoup plus bruyant, sur une éventuelle action militaire en Bosnie. Elle était surtout paralysée par le fiasco d'une autre opération de

« L'armée française n'a aucune responsabilité dans le génocide rwandais, tout au contraire », a affirmé hier Edouard Balladur. L'ancien premier ministre du gouvernement de cohabitation, formé entre 1993 et 1995, s'est déclaré « révolté » lorsqu'il « entend toute cette campagne sur le génocide du Rwanda, dans lequel on veut mettre en cause la France, notamment dans des journaux français ».

Interrogé par Europe 1, l'ancien premier ministre a affirmé : « Peu après mon arrivée à Matignon, la France a arrêté toute autorisation d'exportation des armes. Elle a également considérablement réduit les effectifs

de son armée qui sont passés de plusieurs centaines à quelques dizaines de soldats en assistance technique ».

Ces propos tenus par Edouard Balladur ont été contredits, toujours hier, par un ancien ministre de... son propre gouvernement.

Interrogé par RTL, Bernard Debré, ministre de la Coopération de novembre 1994 à mai 1995, a assuré que la France avait continué de livrer des armes au gouvernement du Rwanda, alors que le génocide avait commencé. « Quand il y a eu des massacres épouvantables à partir du 6 avril 1994, a déclaré M. Debré, la France a continué pendant cinq à huit

jours ou dix jours à livrer des armes ».

Cette « révélation » de l'ancien ministre de la Coopération du gouvernement de M. Balladur est une première : jusqu'ici, les responsables politiques français avaient toujours nié toute livraison d'armes aux extrémistes hutus après le début du génocide.

Mitterrand féru d'Afrique

Loïn d'être anecdotique, cette polémique sur les fournitures d'armes illustre parfaitement les contradictions françaises sur le dossier rwandais, où tout n'est que manipulation, intoxication et contre-vérité.

A son corps défendant, sans doute, l'ancien ministre de la Coopération, Bernard Debré, a ainsi répercuté – sans fournir d'éléments précis – l'une des thèses favorites de certains « services » français sur l'attentat du 6 avril 1994 : « On a la quasi-certitude, a-t-il dit, que les missiles étaient ougandais et avaient été livrés vraisemblablement par les Américains (...) en provenance de la guerre du Golfe. »

Ces affirmations – basées

sur d'incomplètes numéros d'immatriculation des missiles – sont toutefois contredites par d'autres « services » français qui se targuent, eux, d'avoir en leur possession l'identification exacte des missiles.

Bernard Debré a également affirmé que François Mitterrand « était assez féru d'Afrique » et « avait un travers : des amitiés interlopes et le goût du secret qu'il partageait avec un certain nombre, en particulier avec son fils (Jean-Christophe), qui était assez souvent en Afrique dans des affaires un peu curieuses ».

Hier, Edouard Balladur a indiqué qu'il serait entendu le 21 avril par la mission d'information parlementaire. Il devrait être accompagné de trois anciens ministres, membres de son gouvernement au moment du génocide : Alain Juppé (Affaires étrangères), François Léotard (Défense) et Michel Roussin (Coopération).

La mission d'information parlementaire entend aujourd'hui deux universitaires : Jean-Pierre Chrétien, chercheur au CNRS, et Filip Reyntjens, professeur à l'université d'Anvers.

Patrick de SAINT-EXUPÉRY

Bruxelles frappée par le « syndrome de Kigali »

Le 7 avril 1994, dix paras belges sont assassinés dans la capitale rwandaise. Il y a trois mois, la veuve de l'une des victimes demande l'ouverture d'une enquête. Depuis, c'est le silence.

BRUXELLES : Pierre BOCEV

Ex-puissance coloniale, la Belgique est une spectatrice passionnée de la situation au Rwanda. Mais elle hésite à passer à l'action, de crainte d'être soupçonnée d'arrière-pensées. Ainsi, fin 1996, la diplomatie belge a violemment plaidé en faveur de l'envoi d'une mission internationale dans le Kivu, mais

l'ONU dont dépendait le mandat des casques bleus de la MINUAR à Kigali, tous étaient au courant de signes annonciateurs, véhiculés par « Jean-Pierre », un informateur dont l'identité demeure à ce jour mystérieuse.

Les personnalités politiques qui occupent alors des postes-clés comme la Défense ou les Affaires étrangères se défendent mollement ou expliquent que l'ONU a refusé de modifier le mandat de la MINUAR.

Les dix paras belges, après avoir été torturés...

le
va devoir pro-
« propriétés
ge pendant la
attention de dé-
r cette loi, qui
de la Russie.
Allemagne qui
eux trésor de
rt, dont le fa-
ns lèse aussi
ulgarie, la Fin-
res.
S
i secrétaire
e américain à
erico Pena, a
retrouvera le
juin prochain,
r la Maison-
ena, ancien
ver et seul
ne hispanique
ent, avait été
dernier par le
Clinton de
u département
K
du siècle »
ème a acquitté
ministre Poul
n, accusé par
violation de la
avoir fait ad-
e au traité de
1993. Ce juge-
direct à la té-
é après onze
consacrés à
elle au Dane-
du siècle ».
le
tée
annoncé hier le
missile sol-sol
1 500 km,
en référence
sulman qui
Ce tir inter-
naines après
à New Delhi
hindous, qui
entrer leur
b des puis-

SHARP SERVICE QUALITÉ SHARP

SHARP 36 cm depuis Octobre 1997 portant la référence
3FP ou 37DT25FP (*)

essée de nos produits nous avons découvert qu'un composant
té dans de très rare cas lors de la manipulation. Pour éviter
us vous demandons de ne pas manipuler l'antenne ou la prise péritel
ant débranché la prise secteur. Afin que votre téléviseur soit
et dans les plus brefs délais par le centre agréé Sharp le plus proche de
eler dès maintenant le N° vert suivant :

139 139 (Appel gratuit)



Andy Warhol, Orange Marilyn, 1964

EXPOSITION À PARIS

70